



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 3601

Texte de la question

SITUATION DE PSA

M. le président. La parole est à M. Gérard Gaudron, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Gérard Gaudron. Monsieur le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, ce matin, le groupe PSA Peugeot Citroën a présenté à son comité de groupe européen un plan d'économies de 800 millions d'euros pour 2012, le groupe ayant subi un recul de ses ventes en Europe de 7 % depuis le début de l'année.

M. Philippe Plisson. Il a gagné 3 % !

M. Jean-Paul Lecoq. Les autres groupes aussi ont reculé ! Heureusement qu'il reste Toyota !

M. Gérard Gaudron. Ce plan d'économies équivaut, selon le président du groupe PSA, à une réduction des effectifs de 10 %.

M. Alain Bocquet. C'est scandaleux !

M. Gérard Gaudron. Il prendrait la forme, d'après les informations entendues, de non-reconductions de contrats de prestations de services extérieurs, de non-remplacements de départs naturels à la retraite et de mesures de reconversions et de mobilité au sein du groupe. En France, PSA a annoncé que ces économies concernaient essentiellement les sous-traitants non automobiles et les intérimaires. Ces mesures inquiètent tous les salariés du groupe PSA, et notamment ceux de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, dans ma circonscription.

M. Roland Muzeau. Il faut les défendre !

M. Gérard Gaudron. Vous avez, dès ce matin, annoncé que vous alliez vous entretenir avec Philippe Varin, président de PSA, sur l'impact de ce plan d'économies.

Pouvez, monsieur le ministre, nous informer de la teneur des échanges que vous avez eus avec le président de PSA ? Pouvez-vous, surtout, nous confirmer que l'impact de ce plan d'économies sera limité, et que vous serez, avec votre collègue en charge du travail et de l'emploi, Xavier Bertrand, particulièrement attentif à ce dossier ? Pouvez-vous enfin nous dire comment le Gouvernement continuera à soutenir l'industrie automobile dans un contexte de ralentissement de son activité européenne ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur Gérard Gaudron, le groupe PSA a effectivement rendu public ce matin un plan d'économies prévoyant des économies sur les achats et une réduction de ses effectifs européens. Dès ce midi, je me suis entretenu avec son président, Philippe Varin. Il m'a confirmé ce que vous venez de suggérer, à savoir que ce plan était adopté en raison du ralentissement incontestable de la demande automobile européenne et de la pression tout aussi incontestable sur les prix à la baisse. Il s'agit pour PSA, m'a-t-il dit, de préserver, dans un contexte difficile, ses capacités industrielles plutôt que de procéder - ça, ce sont mes mots - à des fermetures d'usines.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. C'est scandaleux !

M. Éric Besson, *ministre*. Philippe Varin m'a confirmé qu'aucun plan de licenciement ou de départs volontaires n'était envisagé à ce jour. La présence industrielle de PSA, en France, et notamment à Aulnay et Sevelnord, n'est pas remise en cause.

M. Roland Muzeau. Ce n'est pas la peine de nous lire la lettre du PDG !

M. Éric Besson, *ministre*. J'ai demandé à Philippe Varin que la mise en oeuvre des économies envisagées sur les achats ne fragilise pas la position des sous-traitants français qu'il est indispensable de préserver pour les temps de reprise. Jean-Claude Volot, le médiateur de la sous-traitance, procédera à un suivi approfondi des entreprises concernées de façon à ce qu'aucune ne soit fragilisée.

M. Christian Eckert. Avec ça, on est rassurés !

M. Éric Besson, *ministre*. J'ai également demandé au groupe PSA de mettre en place un accompagnement renforcé pour les salariés intérimaires, comme cela se fait dans plusieurs bassins d'emploi.

Au-delà de PSA, il n'échappe à personne que plusieurs incertitudes pèsent actuellement sur le marché automobile. Nous espérons tous qu'il s'agit d'une situation temporaire. Avec Xavier Bertrand, ministre de l'emploi et du travail, nous allons convoquer, le 23 novembre, le comité stratégique de la filière automobile, lequel se réunit, en moyenne, tous les deux mois, pour dresser, avec les industriels et les représentants salariés, le diagnostic actualisé de la situation de la filière.

En 2008, l'État n'a pas mesuré, vous avez raison, son soutien à la filière.

M. Christian Eckert. Bla-bla-bla !

M. Éric Besson, *ministre*. Nous le poursuivrons grâce à quantité de mesures que vous connaissez : investissement d'avenir, fonds de modernisation des équipementiers automobiles et maintien du bonus écologique. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. Christian Eckert. Nous ne sommes pas rassurés !

Données clés

Auteur : [M. Gérard Gaudron](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3601

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 27 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 octobre 2011